Rapport de la commission des pétitions chargée d'examiner la pétition intitulée: «Retrait de l'autorisation d'agrandir le Restaurant L'Eléphant».

Rapporteur: M. Alain Marquet.

La pétition P-63 a été étudiée par la commission des pétitions, sous la présidence de M. Guy Savary, le 27 mai et le 3 juin 2002.

Les notes de séance ont été prises par M^{me} Ursi Frey que le rapporteur remercie chaleureusement.

Texte de la pétition

(voir annexe)

Lundi 27 mai 2002:

Audition des pétitionnaires, MM. Viannot et Zosso, M^{mes} Bender, Schwartz, Bal-lestra et Snowitch

Les pétitionnaires relèvent le caractère passablement emblématique de leur situation. Ils évoquent la nécessité d'animer un quartier, de le rendre vivant tout en sachant rester pour cela dans les limites d'horaire et d'espace qu'impose la proximité de l'habitat en ville de Genève.

Les pétitionnaires présentent une vue d'ensemble du quartier, de ses installations publiques (maison de quartier) ou privées (bar, restaurants, etc.). L'ensemble de ces lieux d'animation ne pose aucun problème de cohabitation en termes de nuisances sonores. Le seul problème étant, à leurs yeux, la présence de plus en plus envahissante et bruyante du Restaurant L'Eléphant.

Les pétitionnaires fournissent de nombreux documents à l'appui de leur démarche (voir annexes).

Les nuisances sonores nocturnes durent quasi quotidiennement jusqu'à 1 h ou 3 h du matin. Elles sont le fait des conversations bruyantes à la sortie du restaurant, de la musique diffusée dans ces lieux, des nombreux claquements de portes ou des vrombissements de moteur.

Les pétitionnaires évoquent la présence, dans le bail des habitants du bâtiment

situé sur le boulevard du Pont-d'Arve, d'un article privant les habitants de demander des compensations pour les nuisances sonores dues à des cafés ou restaurants, ce qui laisserait à penser que la Gérance immobilière municipale (GIM) était déjà au courant des nuisances dont les pétitionnaires font état.

La multiplicité des annexes du restaurant initial est évoquée par les pétitionnaires et représente l'origine principale des nuisances évoquées. En effet, si le restaurant initial était au bénéfice d'une autorisation «de diffuser une musique d'ambiance ne couvrant pas le bruit des conversations», cette autorisation ne semble pas concerner les annexes de l'Eléphant qui émettent trop souvent, selon les pétitionnaires, un bruit assourdissant qui se répercute sur les parois de tous les immeubles alentour.

Le locataire, M. Braillard, semble vouloir étendre ses objets loués à des locaux annexes appartenant à la GIM, ce qui risque de provoquer des nuisances supplémentaires.

Les pétitionnaires relèvent une forme de complicité de la GIM à l'extension rampante de l'emprise de M. Braillard.

Ils souhaitent que la GIM entreprenne au 8 de la rue Goetz-Monin des rénovations permettant de garder à ce bâtiment son caractère locatif à mixité sociale.

M. Braillard occupe actuellement environ 600 m² dont environ 130 sont loués par la GIM.

Il est demandé aux pétitionnaires si une demande de surseoir à toutes réalisations complémentaires dans l'attente de l'aboutissement des travaux de la commission et du plénum pourrait être satisfaisante.

Les pétitionnaires estiment que cela est possible et que cela permettrait d'entreprendre les études complémentaires nécessaires.

Des commissaires estiment nécessaire de prendre connaissance des pièces judiciaires concernant l'objet.

L'urgence est bien réelle, puisque l'autorisation d'occupation et d'aménagement est pour le 20 mai 2002.

Les pétitionnaires souhaitent que la lettre d'accompagnement et le plan figurent en annexe au rapport.

L'audition de la GIM est demandée. Elle est acceptée.

La question est posée de savoir si la commission pourrait déposer une motion urgente demandant de suspendre toute exécution des travaux prévus dans l'attente de la fin de l'étude de l'objet par la commission des pétitions.

Proposition de texte à présenter en séance plénière

Résolution urgente

«La commission des pétitions demande au Conseil administratif de tout mettre en œuvre pour que soient immédiatement suspendues toutes les interventions ou autorisations concernant le bâtiment sis au 8 de la rue Goetz-Monin dans l'attente de la fin des travaux de ladite commission sur la pétition P-63.»

Acceptée à l'unanimité (1 L, 2 R, 2 Ve, 2 DC, 2 AdG/TP, 1 AdG/S, 2 S).

Le rapporteur s'engage à fournir par courrier électronique le texte complet de la résolution à l'ensemble des membres de la commission ou à présenter un rapport oral urgent lors des prochaines séances du Conseil municipal.

Cependant,

le 3 juin 2002, la commission a procédé à l'audition du magistrat, M. Pierre Muller, et du responsable de la GIM, M. Mario Cavaleri

Le magistrat déclare que la GIM n'a pas l'intention de revenir en arrière sur la décision qui a été prise, il s'affirme pour la liberté de commerce et se réjouit qu'un entrepreneur puisse faire fonctionner son bistrot avec succès.

Aux dernières nouvelles de ce jour, le Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement (DAEL) aurait déclaré que l'autorisation a été suspendue. Ce qui semble en contradiction avec la dernière décision de justice connue du 16 avril 2002.

Le magistrat est surpris que les habitants se plaignent du bruit alors qu'alentour il ne manque pas de bruit et de lieux générateurs de nuisances variées.

M. Cavaleri confirme que la GIM s'est rendue sur place au moment de la requête afin de faire les constats nécessaires, puis de transmettre la demande au département de l'aménagement, des constructions et de la voirie. La GIM s'est aussi entretenue avec M. Braillard.

M. Muller reconnaît la difficulté qu'il y a à faire cohabiter des habitations et des lieux publics de loisirs ou de restauration.

Les travaux n'ont pas été exécutés tant que l'autorisation n'est pas entrée en force. Ce qui doit pourtant être le cas maintenant, puisque le dernier délai de recours est échu. Il ne manque plus à ce jour que la lettre du DAEL signifiant au demandeur la fin du délai de recours et l'absence de recours.

A une question d'une commissaire, M. Cavaleri répond qu'il n'a pas eu connaissance de locataires qui seraient partis à cause du bruit. Il revient en outre sur le fait que les environs sont occupés par des squatters qui font souvent beau-

coup de bruit. Il explique avoir également rappelé aux locataires qu'en cas de tapage nocturne les interventions possibles relèvent du Département de justice, police et sécurité.

Pendant la discussion qui suit cette audition, il est relevé que les nuisances ne sont pas inventées par les des pétitionnaires. La saison incite à vivre dehors, à ouvrir les fenêtres.

Il existe cependant la brigade antibruit, qui peut intervenir dans une telle situation.

La grande difficulté reste à faire cohabiter des activités souhaitées, utiles et commerciales avec des habitants qui souhaitent et ont besoin de trouver le repos et le calme.

Un commissaire cite l'extrait suivant de la lettre de la GIM et s'en déclare indigné: «Par ailleurs, nous nous permettons de relever la présence de nombreux immeubles squattés dans le périmètre du Restaurant L'Eléphant, situation qui nuit de fait à la tranquillité, à la salubrité et à la sécurité du quartier.»

Un autre commissaire rappelle que les pétitionnaires ont déclaré que les squats n'étaient en rien générateurs de nuisances et qu'ils avaient d'excellents rapports avec leurs occupants.

Il est à nouveau demandé que les agents de sécurité municipaux (ASM) s'occupent aussi de ce genre d'intervention, car il y a des ASM qui seraient intéressés par ce travail et ce genre d'horaire.

Un commissaire relève que cette proposition ne répond pas exactement à la demande des pétitionnaires.

La proposition de résolution urgente n'est pas reprise, car la majorité des commissaires pense disposer de suffisamment d'information pour rendre sa décision.

La question se pose alors de la suite à donner à cette pétition.

Des auditions sont encore évoquées: brigade antibruit, ASM, etc., mais ne sont pas soutenues.

Des recommandations sont évoquées: ASM, horaires nocturnes, etc.

Une partie de la commission déclare son impuissance à s'opposer à l'autorisation de travaux dans le mur mitoyen entre le 8 et le 10 de la rue Goetz-Monin.

Une autre partie relève que la GIM et la police municipale doivent collaborer pour apporter quelques satisfactions aux locataires de la Ville.

D'autres encore estiment qu'une intervention sur les murs gérés par la GIM pourrait être stoppée.

Le texte suivant est proposé au vote comme conclusions:

La commission renvoie la pétition au Conseil administratif avec les recommandations suivantes:

1. intensifier la surveillance du secteur par les ASM;
2. créer une brigade ASM nocturne;
3. étudier avec l'OTC la possibilité d'inverser le sens de la circulation de la rue Goetz-Monin.

Les recommandations sont approuvées et la pétition est renvoyée au Conseil administratif ainsi modifiée par 10 oui (2 S, 2 AdG/TP, 1 AdG/SI, 2 DC, 1 Ve, 2 R) et 2 abstentions (2 L).

Annexes: – pétition P-63
– lettre des pétitionnaires